
NOTRE MAISON BRÛLE ET LE MINISTERE FAIT ... DES ORGANIGRAMMES !

Canicules, incendies sans précédents, sécheresse et tension majeure sur l'eau, effondrement de la biodiversité, pollutions chimiques, retard dans l'adaptation au changement climatique dénoncé par les plus hautes autorités de la République...

Rarement l'urgence d'agir n'aura été aussi évidente que cet été.

Elle réclamerait des interventions fortes de la ministre et du ministère, pour établir et mettre en œuvre les politiques publiques qui seraient à la hauteur des enjeux.

Et pendant ce temps ?

Notre ministère consacre une énergie considérable à se réorganiser : périmètres, rattachements, directions, sous-directions, macro-organigrammes... combien d'heures de réunions, de messages, de communications sur ce sujet ?

Est-ce vraiment là l'urgence en ce moment, alors qu'il ne reste que quelques mois "utiles" avant des échéances électorales qui vont, au minimum, ralentir l'action publique voire la menacer profondément ?

Chaque heure passée à discuter de ces sujets internes est une heure que des services déjà sous tension ne consacrent pas à des missions cruciales et urgentes. Chaque euro dépensé pour cela aurait sans doute pu mieux servir.

Et d'ailleurs, ces « discussions » ne se traduisent par aucune concertation, il s'agit bien plutôt de manier les ciseaux et la colle pour des arbitrages brutaux et des redécoupages guère convaincants.

Si encore c'était pour aller vers une vision ambitieuse de notre ministère, en phase avec l'urgence de la période dans laquelle nous sommes entrés, pour une efficacité renforcée et en bénéficiant d'un budget allant avec...

Mais non, c'est l'inverse qui transpire de la "réforme Barbut". Un ministère au rabais, un retour au « ministère de l'Environnement », une ambition qui disparaît.

Pour le Syndicat national de l'environnement (SNE-FSU) que nous sommes, attaché à ce que ces questions infusent dans l'ensemble des départements ministériels, vient l'impression qu'on nous (ré)invente un ministère fait pour le monde d'hier, voire d'avant-hier...

Car comment lire autrement la volonté de dessiner un ministère qui « s'occupe de l'environnement » ? Comment accepter ce retour à une segmentation des sujets, en concentrant «

l'environnement » dans une case d'organigramme au sein d'un petit ministère pendant que l'énergie, les transports, le logement ou l'aménagement se décident ailleurs ?

En 2026, l'environnement ne devrait plus être un secteur parmi d'autres. Depuis au moins deux décennies, on s'est efforcés d'élargir le champ du pôle ministériel pour prendre en compte l'imbrication des questions qui pèsent sur notre climat, notre santé, notre cadre de vie ; et pour agir sur les conditions dans lesquelles nous produisons, construisons, nous déplaçons, nous logeons et organisons nos territoires.

La réforme dont nous aurions besoin est d'une autre ampleur et nécessiterait des choix budgétaires radicalement différents, **donnant enfin aux services et aux acteurs de la transition écologique les moyens d'agir de façon structurante pour notre avenir.**

Elle supposerait surtout de partir des expertises des agents, d'un profond dialogue sur les missions, et d'un diagnostic sur les reculs interministériels qu'on constate, comme sur une certaine impuissance de ce ministère, qui désespère beaucoup d'entre nous.

Contre une réforme qui marche sur la tête, prononcez-vous, exprimez-vous, ne laissons pas faire ce bricolage déstabilisant et détournant des vraies urgences.